



# Info Luttes 76

A toutes nos organisations CGT de Seine Maritime

[infoluttes76@orange.fr](mailto:infoluttes76@orange.fr) // 15 octobre 2019 - N°12

## La CGT sur tous les fronts



L'ÉDITO :  
**Pascal  
MOREL**  
S.G DE L'UD 76

Vendredi dernier, s'est tenue à Rouen, en présence des ministres de la santé et des solidarités, de la Transition écologique et solidaire, de l'Agriculture et de l'Alimentation, une réunion de mise en place du « Comité de suivi pour la transparence et le dialogue ». Composé d'une cinquantaine de membres, ce Comité a pour but de suivre, dans le temps, l'évolution et les conséquences de la catastrophe industrielle et environnementale survenue à Rouen le 26 septembre dernier afin, selon le préfet de la Seine-Maritime, « d'en tirer les enseignements et mieux les dépasser ».

Pour la CGT, le gouvernement ne joue ni le jeu de la transparence, ni celui du dialogue : le nombre de représentant de chaque composante a été limité à une personne et le rythme des réunions du comité et la durée de sa mission n'ont pas été définis par les ministères.

À l'initiative de la CGT, un large collectif unitaire composé de syndicats, d'associations et de partis politiques s'est constitué. Malgré une demande officielle, la Préfecture de Région a refusé la participation de représentants de ce collectif au sein du Comité !

De nouveau, la tentative d'affichage d'ouverture au dialogue et à la transparence prônée à grand renfort de communication par le gouvernement se heurte à la réalité des faits.

Pour ces raisons, la CGT a décidé de décliner l'invitation à cette première réunion qui s'avère n'être qu'une énième campagne de communication alors que l'urgence appelle à la mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés au premier rang desquels les travailleurs, les riverains et le monde paysan.

Seule la mobilisation commune des travailleurs, des riverains, des paysans et de toutes les victimes peut permettre de gagner une politique industrielle ambitieuse, socialement juste, respectueuse de la santé des travailleurs et de l'environnement. Les importantes mobilisations locales des 1er, 8 et 12 octobre ont porté ces exigences au travers un socle revendicatif commun.

Au-delà des questions immédiates qui sont liées à l'avenir des salariés du site, des pollutions engendrées sur les populations et les conséquences pour les autres travailleurs du secteur et les régions limitrophes, nous avons à mettre en cohérence nos contenus revendicatifs entre notre action sur l'environnement et le climat et notre engagement sur la place essentielle de l'industrie. Nous devons aussi réaffirmer l'impérieuse nécessité du retour des CHSCT dans les entreprises et services.

Le 24 septembre, plus de 150.000 personnes ont manifesté dans plus de 170 villes de France, pour l'emploi et l'augmentation des salaires, plus de services publics et un régime de retraite par répartition solidaire et intergénérationnel. En Seine-Maritime, nous étions près de 5000 dans les rues de Rouen ; du Havre et de Dieppe.

En résonance à cette journée, comme aux nombreuses et importantes luttes professionnelles de ces derniers jours (RATP, Santé, EDF, Finances publiques) la CE de l'UD CGT 76 appelle d'ores et déjà tous les salariés et privés d'emploi, du public et du privé, les retraités et les jeunes, à construire les convergences indispensables et à se saisir du 5 décembre en s'engageant dans la construction d'un puissant mouvement interprofessionnel de grève reconductible en mesure de faire reculer le gouvernement et le patronat.



**TROIS SEMAINES APRÈS L'ACCIDENT LUBRIZOL, ON VEUT LA VÉRITÉ !**

**RÉUNION PUBLIQUE D'INFORMATION ET DE MOBILISATION  
JEUDI 17 OCTOBRE 2019 - 19 H HALLE AUX TOILES ROUEN**

avec des experts, des témoignages et  
la participation de Guillaume Meurice, HK et les Saltimbanques...

Vous souhaitez recevoir «InfoLuttes76» directement sur votre messagerie, laissez-nous vos coordonnées à [Infoluttes76@orange.fr](mailto:Infoluttes76@orange.fr)

## Des entreprises en lutte !

### Grève aux TCAR : les transports rouennais au ralenti

Cela fait maintenant plus d'une semaine que les transports en commun de la métropole rouennaise sont perturbés. Et cela risque de durer jusqu'à la fin décembre. La faute à des conditions de travail qui ne cessent de se dégrader.

« Cela fait des années que nous alertons sur cette question », déplore Frédéric Leroi, le secrétaire général de la CGT des Transports en commun de l'agglomération rouennaise (TCAR), filiale du groupe Transdev. « Une procédure d'alarme sociale a été déposée le 9 septembre dernier et l'analyse remise par l'expert comptable indépendant de l'entreprise le 17 septembre lors du CSE ne fait que confirmer nos dires : il y a une réduction de l'effectif alors que la production augmente. »

Ce qui, concrètement, se traduit sur le terrain par des services supprimés le matin ou le soir, parce que jugés « peu rentables », des conducteurs qui doivent « faire plus de kilomètres » avec « une amplitude horaire qui s'étend » et, pour respecter ces horaires, n'hésitent plus désormais à « prendre des risques », passer à l'orange, démarrer un peu vite ou freiner sèchement, quitte à « secouer les passagers ».

Lire la suite de l'article [sur le site de la NVO](#)

### Saint-Pierre-les-Elbeuf : Les agents municipaux en grève

Près de 100% des services techniques en grève ce 1er octobre à la mairie de St Pierre les Elbeuf. 72 personnes participaient au rassemblement à 8h devant la mairie. Le maire qui ne voulait recevoir qu'une délégation, a reçu tout le monde !



Un rassemblement et une journée de grève organisés sous la bannière de la CGT. Le mouvement avait pour objectif d'alerter le maire et la direction des services sur le sentiment de « mal-être au travail », exprimé par de nombreux salariés. Pour Hugues Poidvin, délégué du personnel, et représentant du syndicat, « cette situation ne date pas d'hier. Nous avons déjà alerté les élus à plusieurs reprises, mais il ne se passe rien. » Pour les grévistes, il faut remédier au manque de personnel dans tous les services, remplacer tous les départs à la retraite et assurer les remplacements en cas de congés maladie, de maternité ou de formation. Le Maire a reçu les agents et affirme avoir entendu leurs doléances. « Nous allons travailler rapidement, service par service, pour résoudre les problèmes et retrouver de la sérénité. » Une décision qui sera suivie de près par les grévistes. « Le mouvement d'aujourd'hui n'est qu'un début et nous ne lâcherons rien », annoncent-ils, forts du score de 89 % obtenu par la CGT, lors des dernières élections professionnelles. (Source PN)





## Des entreprises en lutte !



### Chapelle Darblay :

**Journée portes ouvertes le 26 octobre 2019**

Situé en bordure de Seine, profitant des infrastructures de l'agglomération rouennaise et d'un raccordement ferré, le site se démarque par ailleurs par ses capacités techniques uniques.

Fort de 90 ans de savoir-faire industriel, il représente un atout pour la France, alors même que la question du recyclage de papiers constitue

un enjeu environnemental majeur et que Chapelle Darblay permet de répondre de manière rigoureuse aux plus hautes exigences écologiques.

Volontairement affaibli par la politique d'UPM des dernières années, les potentialités du site sont telles qu'il pourrait, avec un plan d'investissement adapté et en diversifiant ses activités, constituer le point central d'une reconstitution de la filière papetière en France, alors que les évolutions récentes de la conjoncture économique du secteur, concernant notamment le marché chinois, préfigurent une hausse des besoins de recyclage.

Dans le contexte de la catastrophe de Lubrizol, et d'un territoire déjà sinistré industriellement, notamment par la fermeture de la raffinerie de Pétroplus, il est de la responsabilité de l'Etat d'apporter un soutien tout particulier à la région rouennaise et d'empêcher cette catastrophe sociale, économique et environnementale que représenterait l'arrêt du site Chapelle Darblay.

Monsieur le ministre de l'économie et des finances, Monsieur Bruno Le Maire doit, selon nous, désormais s'impliquer en urgence et personnellement dans ce dossier et prendre des engagements plus conséquents au nom de l'Etat afin de garantir une reprise du site à même de rendre à Chapelle Darblay son rôle de leader dans l'industrie papetière européenne, et remplissant nos exigences d'un maintien de la totalité des emplois dans les meilleures conditions.

**POUR LA SAUVEGARDE DE NOTRE SITE ET DE NOS EMPLOIS !**

**CHAPELLE-DARBLAY**

**JOURNÉE PORTES OUVERTES**  
26 octobre 2019 / 9h-17h

**90** ans de savoir-faire !  
1928 2018

**GRAND-COURONNE / LES ESSARTS**

cgt filpac cgt



Les salarié(e)s répondent présent à l'appel des délégués pour échanger, s'informer et décider.



# Des entreprises en lutte !



## Le 17 octobre 2019 Je suis, tu es, nous sommes Tous concernés par le projet "Hercule"



#Fédérer les Énergies

Toutes les fédérations syndicales du secteur de l'énergie appellent tous les salariés le 17 octobre 2019 à se mobiliser contre le projet "HERCULE".

Après avoir rencontré Mme Elizabeth BORNE, la Ministre de la Transition Ecologique exprimait que ce projet était le fruit d'une longue "discussion" entre le Gouvernement, le Président d'EDF, sous ordre du Président MACRON.

Pour faire court, un petit nombre pourrait se permettre de discuter de l'avenir de dizaines de milliers de salariés, des centaines de milliers de retraités et des millions d'usagers... **sans que ces derniers soient invités à la discussion !**

**Désolés, Madame la Ministre, Messieurs les Présidents de la République et d'EDF, nous existons ! Usagers, retraités et salariés.**



### Le fond du dossier hercule

Oui, les fédérations syndicales ont raison de dire qu'il s'agit bien de démantèlement des entreprises des IEG. Ajoutons que la privatisation totale du Groupe ENGIE, décidée par la loi PACTE est bien **la déréglementation de l'ensemble du secteur de l'énergie.**

Il est évident que nous sommes tous concernés par cette journée d'action du 17 octobre 2019, chacun doit dire "je suis concerné", et à ses collègues "tu es concerné" et **ensemble de dire..."nous sommes tous concernés".**

### Regardons les activités sociales

L'ensemble des bénéficiaires, actifs ou retraités, du Groupe ENGIE ou d'EDF, le voit bien quand même que depuis l'arrivée des actionnaires et la filialisation des entreprises d'EDF/GDF (ENEDIS, GRDF, Commercialisateurs, GRTgaz ou RTE...) induit directement une amputation de 30 % sur le financement de nos activités sociales.

### Regardons le Statut

"Démembrer" les Groupes EDF et ENGIE, c'est faire disparaître EDF et GDF et le Statut du Personnel.

**Electriciens ou Gaziers, actifs ou retraités, agents ou usagers, pour nos retraites, nos droits, nos conditions de travail, la sécurité et le prix de l'énergie, nous avons tous à perdre à laisser faire les projets Hercule et Neptune!**

**Nous avons tous à gagner à nous battre ensemble afin de gagner un service public de l'énergie d'avenir, pour préserver l'égalité de traitement et prendre en compte les questions climatiques.**

**Le 17 octobre... tous unis avec la CGT la couleur de l'intérêt général**

Depuis l'ouverture du capital et avec les différents accords à RTE, à ENEDIS, à EDF Commerce, à GRTgaz, il y a des inégalités de traitement entre les rémunérations, dont le seul but est faire voler en éclats le Statut du Personnel. Il n'y a pas de hasard, celle qui a détruit le Statut des Cheminots, quand elle était Ministre des transports, se retrouve être aujourd'hui, la Ministre des Electriciens et Gaziers ? Nous parlons d'Elizabeth BORNE.

### Regardons les retraites

Encore une coïncidence que la suppression des régimes spéciaux se passe exactement en même temps que le projet "**Hercule**" à EDF et "**Neptune**" à ENGIE, les deux entreprises "historiques" sur lesquelles était adossé notre régime spécial de retraite.

### Parlons de service public

A ENEDIS et GRDF, nous agissons sous l'autorité des Conseils Municipaux qui nous délèguent leur mission de distribuer l'énergie. Ce qu'ils attendent en termes de services aux usagers font les conditions de travail et de rémunération des agents. Sont-ils invités à la discussion sur le projet "Hercule" ? **NON !**



## ZOOM : Des retraités mobilisés

### Le Président de la République doit faire face à ses responsabilités !

Avec 150 lieux de rassemblements et d'initiatives, partout en France, et plusieurs milliers de manifestant-e-s dans les grandes villes, la journée d'action unitaire des organisations syndicales de retraités, mardi 8 octobre, a marqué une nouvelle étape de la mobilisation sociale.

L'augmentation des pensions et des minima sociaux, le maintien et le développement de services publics de proximité, la défense de l'hôpital public, la situation au sein des EphaD, etc. sont les principales revendications portées.

Le gouvernement reste sourd aux aspirations sociales qui s'expriment dans le pays, tant de la part des retraités que des actifs et de la jeunesse. Son choix est de poursuivre une politique dogmatique de réduction de la dépense publique, sans jamais remettre en cause les exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs, parmi d'autres faveurs fiscales, qui s'élèvent à plusieurs milliards d'euros et dont l'inefficacité, en termes de maintien et de développement de l'emploi, a été démontrée.

Unaniment, les neuf organisations syndicales de retraités ont, de nouveau, interpellé, par courrier, le président de la République pour lui demander de les recevoir afin d'évoquer :

- le retour à l'indexation des pensions sur l'évolution des salaires ;
- une mesure immédiate de revalorisation des pensions et de rattrapage du pouvoir d'achat perdu ;
- l'annulation de la hausse de CSG pour tous les retraité-e-s ;
- le maintien et le développement des services publics de proximité ;
- aucune pension inférieure au Smic.

Si véritablement, « l'acte 2 » du quinquennat présidentiel s'ouvre dans le respect du dialogue social, les organisations syndicales de retraités ne manqueront pas d'être reçues. Affaire à suivre.

Montreuil, le 9 octobre 2019



Pour télécharger le discours de Michel Masdebrieu, c'est [ici](#)



# Lubrizol : ON VEUT LA VÉRITÉ !



# TROIS SEMAINES APRÈS L'ACCIDENT LUBRIZOL, ON VEUT LA VÉRITÉ !

RÉUNION PUBLIQUE D'INFORMATION ET DE MOBILISATION

**JEUDI 17 OCTOBRE 2019**

**19 H HALLE AUX TOILES ROUEN**

avec des experts, des témoignages  
et la participation de Guillaume Meurice, HK et les Saltimbanques...

Depuis l'incendie de Lubrizol le 26 septembre dernier, des infos se croisent et l'inquiétude grandit dans l'agglomération de Rouen. Nous, habitants, salariés, parents de l'agglomération de Rouen, appelons à rassembler toutes nos connaissances et infos et à nous mobiliser collectivement. Regroupons-nous pour contraindre l'état à nous dire la vérité et faire payer les vrais responsables. Pas de retour à la normale sans que la vérité soit faite !

### Plus on avance, plus on est scandalisé !

Chaque jour apporte son lot de révélations sur l'incapacité manifeste du préfet et des ministres à gérer la crise. Leur attitude a nettement participé à cacher des infos sur la catastrophe de Lubrizol. Le préfet n'a même pas daigné être présent pour recevoir la délégation après la grande manifestation unitaire du mardi 1er octobre.

Pas tellement étonnant quand on sait que les dernières lois des gouvernements précédents et actuels ont autorisé l'assouplissement de la réglementation sur la protection de la santé ! Une honte. Les autorités politiques veulent-elles étouffer l'une des plus grosses catastrophes sanitaires et industrielles pour préserver Warren Buffet et d'autres actionnaires capitalistes qui se font de l'argent dans l'industrie ?

Le préfet, le patron de Lubrizol et les autres veulent tout faire en catimini ! Grâce à la mobilisation, nous les avons contraints à en dire plus, mais ça ne suffit pas.

### Nous allons faire les choses nous-mêmes et publiquement !

**Nous avons encore des milliers de questions** : quels risques pour la santé, pour l'environnement ? Puis-je envoyer mes enfants à l'école ? Comment porter plainte ? Quelles démarches ? Quelles actions mener collectivement ? Nous vous proposons de mettre en commun toutes nos infos ainsi que de venir écouter des experts scientifiques et juristes, des salariés mobilisés capables de nous informer indépendamment des pressions du préfet ou des patrons.

**C'EST LE BUT DE CETTE RÉUNION  
OUVERTE À TOUS  
JEUDI 17 OCTOBRE DE  
19 H À 23 H**

### QUE SAVONS-NOUS DÉSORMAIS ?

#### Sur le site :

Lubrizol a stocké une partie de ses produits à Normandie logistiques, un site voisin non classé SEVESO. Une partie du stock a brûlé. De l'amiante contenue dans le matériau du toit de l'entrepôt a été propulsée autour de l'usine. Le site est toujours en cours de sécurisation sans véritable possibilité d'enquêter de manière indépendante.

#### Pour l'environnement :

Les sols sont pollués et l'air a contenu et contient des taux inquiétants de matières dangereuses pour la santé à moyen et long terme. Les récoltes et ventes de produits issus de l'agriculture sont gelées dans un rayon très large.

#### Pour la population :

Parmi les premiers qui sont intervenus sur le site, il y a des malades et des inquiétudes. Idem pour de nombreux habitant-es. De nombreux salariés ont dû travailler, empêchés de se protéger lors de leur déplacement ou sur le lieu de travail. De nombreuses écoles et établissements scolaires ont été réouverts sans être testés et encore moins décontaminés. On ne sait toujours pas l'air qu'on respire, ni le danger éventuel encouru.

**Venez nombreux et nombreuses, en famille, entre amis !**  
(L'entrée est bien entendue gratuite)

**Le collectif unitaire regroupe** La CGT – Solidaires – FO – FSU- Confédération paysanne - Syndicat des avocats de France -collectif LUBRIZOL - Gilets Jaunes Rouen - Front Social - France Nature Environnement Normandie- Citoyens pour le climat - Bouillons Terres d'Avenir – Greenpeace Rouen – Stop EPR – Les amis de la nature de Rouen - Association Henri PEZERAT - l'Addeva Rouen Métropole- Syndicat de la Médecine Générale - ATTAC - Alternatiba (coalition climat) – LDH - CREAL 76 –ASTI Pt Quevilly- ADEVA 76 - ANDEVA - PCF- LFI – EELV- GDS - SAGV- GR- UCL- ENSEMBLE - NPA.



# 14<sup>E</sup> CONFÉRENCE RÉGIONALE CGT NORMANDIE

Invité à la Commission Exécutive de l'ud 76, Lionel Lerogeron, Secrétaire, a présenté les grandes lignes de la prochaine conférence. Ci dessous de larges extraits.



Je vous remercie d'avoir inscrit à l'ordre du jour la préparation de la conférence régionale du comité régional. Celle-ci se déroulera les 14 et 15 novembre prochain et c'est l'ud 76 qui nous accueille à gonfreville l'orcher... Je ne déconnecte pas la préparation de la conférence de la situation revendicative actuelle bien évidemment et je la place dans ce cadre mais ce n'est pas le propos de ce matin.

Je n'aborderai pas non plus le contexte dans lequel nous avons milité ces trois dernières années entre les contres réformes gouvernementales et les évolutions institutionnelles que nous subissons, ce sera l'objet du rapport et du débat d'actu de la conférence.

Je centrerai mon propos plutôt sur le rôle des comités régionaux et comment nous essayons de nous organiser en Normandie. Pour rappel cela fera 40 ans en juin 2020 que le Cr Normandie a été créé dans sa configuration actuelle... Il s'est toujours inscrit dans la volonté d'être un outil de coordination des 5 ud utile et efficace pour les travailleurs. Les différentes lois de décentralisations successives ont complexifiés son action au fur et à mesure du désengagement de l'état sur nombre de dossiers au profit des régions voir aujourd'hui des métropoles...

Mais aujourd'hui nombre de sujet tel que les mobilités, la formation initiale ou professionnelles, la santé, le logement etc. relèvent de la responsabilité des régions ou d'agence (comme l'ars) en région. Nous essayons donc d'intervenir là où se décident ou se discutent le sort des travailleurs que se

soit au travail ou hors travail. Avec à la fois détermination et engagement mais aussi beaucoup d'humilité car conscient que sans l'intervention des travailleurs eux mêmes il est toujours difficile d'établir le rapport de force nécessaire...

Le rôle des comités régionaux a aussi évolué au fur et à mesure des congrès confédéraux. Je ne reviendrai pas sur l'épisode du projet d'annexe... c'est mort né ; mais aux décisions des syndicats réaffirmés notamment dans la partie 4 du 52 ème congrès, je cite : « Les comités régionaux ont été mis en place à la CGT à la suite du 37-ème congrès de la CGT en 1969, sur la base du périmètre des régions administratives.

Constitués des Unions Départementales, ils ont en responsabilité de veiller aux enjeux régionaux sur leur périmètre. Confrontés au passage de 22 à 13 Régions, le CCN a décidé d'organiser un seul comité régional par régions regroupées, avec maintien d'antennes, si besoin, pour traiter les particularités en territoires. Concrétiser la décision du 51e congrès de favoriser une activité professionnelle en Régions suppose, pour les fédérations, de mandater ou désigner des représentant-e-s pour assurer l'apport professionnel au sein des comités régionaux de la CGT.

Professions et territoires doivent s'organiser pour définir des axes de travail concrets en proximité, en mutualisant les moyens et les objectifs. Les Comités régionaux ont toute la pertinence pour organiser ce lieu d'échange et de construction revendicative en territoire pour bâtir et mettre en œuvre des projets à déployer en proximité. Dans

ce cadre, le Comité Régional trouve sa légitimité auprès des organisations du CCN. Cela n'enlève en rien la nécessaire relation entre les Unions départementales et les Fédérations qui restent chacune les organisations fondamentales de la CGT. » ... Nous menons donc en permanence la réflexion, comment mieux nous organiser pour être plus efficace, sans jamais négliger les débats nécessaires et la vie démocratique de nos organisations, valeurs élémentaires de la CGT.

C'est dans cet esprit que nous avons travaillé lors de la dernière conférence et que nous voulons confirmer lors de la prochaine sur l'organisation du CR en pôles d'activité présenté page 34 et la validation d'un secrétariat en charge de ce que j'appelle le quotidien, le suivi des collectifs des pôles et le suivi de la mise œuvre des décisions. L'idéal ensuite serait de disposer d'un animateur par pôles mais le droit interprofessionnel n'existant pas, nous devons faire avec la réalité des disponibilités et surtout de l'engagement des camarades y compris pour certains après la fin de leur activité professionnelle. Remarque, les membres du comité régional sont mis à disposition par leurs ud respectives et donc validé par celle-ci en amont de la conférence, il n'y a pas de candidature spontanée, et cela fait quelques mois que les ud travaillent cette question.

Pour finir, et pouvoir répondre à vos questions, nous avons décidé de revenir à une conférence sur une journée et demi, pour pouvoir retravailler avec vous 3 sujets qui nous semblaient importants dans la période :

- La formation pro, tant celle-ci a été largement martyrisée dans la dernière période et son articulation avec le travail quotidien de nos syndicats,
  - L'articulation entre industrie et service public, thème récurrent mais qui nécessite une mobilisation permanente.
  - Les questions de reconquête de la sécurité sociale et de la santé en territoire. Et ce en sens des figures obligatoires ...
- Dernier mot, j'insiste sur la participation des membres des CE des ud puisque nos statuts précisent que ce sont eux les délégués qui ont la responsabilité des votes
- Merci



### Le billet : Vous avez dit retraite ?

Le débat qui a opposé à la fête de l'Humanité Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, et Jean-Paul Delevoye, Haut Commissaire aux retraites, a mis en évidence les véritables objectifs du président de la République : en finir avec un système de retraite moderne et solidaire entre les générations et travailler plus longtemps pour gagner moins à la retraite.

Les comptes de l'assurance-vieillesse seraient dans « dans le rouge ». Rien d'étonnant au regard des exonérations de cotisation du patronat. N'est-on pas en train de nous préparer une redoutable mise en scène pour justifier de nouveaux sacrifices en matière de retraite ?

**Vivre devient aujourd'hui un acte de résistance.** « La retraite ne doit plus être l'antichambre de la mort, mais une nouvelle étape de la vie » déclarait Ambroise Croizat, l'ancien métallo de la CGT devenu Ministre du travail lors de la mise en place de la Sécurité sociale...en 1945.

Le recul de civilisation programmé au nom du nouveau monde avec la « réforme » des retraites s'apparente à un retour au dix-neuvième siècle. **Il serait profondément injuste que les générations aujourd'hui en activité vivent plus mal que leurs parents et leurs grands-parents alors que les profits financiers battent tous les records**

### Nos rendez-vous :

- 15 octobre** : Dieppe Inauguration espace Rosa Leroy
- 17/18 octobre** : Congrès UL CGT St Etienne/Sotteville-lès-Rouen
- 23 octobre** : Harfleur 20 ans de l'ADIAS ACH . [Voir invitation](#)
- 06 novembre** : bureau de l'IHS CGT 76

[lire la suite](#)

### C'était hier: le 5 octobre 1909 naissait la Vie Ouvrière

[Lire la lettre de la VO Normandie N°25 consacrée à cet anniversaire](#)



Notre prochain numéro du fil rouge y reviendra longuement

### Au sommaire:

- \* Les 110 ans de la Vie Ouvrière [Lire](#)
- \* Dieppe un anniversaire et un lancement du livre « Lutttes sociales, un siècle de l'Union Locale de Dieppe » en présence de Philippe Martinez réussis [Cliquez ici](#)
- \* Pierre Largesse : Paris Normandie du 20 septembre lui consacre un long article après la sortie de son DVD « Cette obscure clarté » réalisé par Jean Luc Weber [lire](#)
- \* Voyages en terres d'Espoir à Harfleur le 16 novembre à 18 heures [cliquez ici](#)



[Cliquez ici](#)

[Pour](#)

[réserver](#)

[ce DVD](#)



**Institut d'Histoire Sociale CGT 76 – Nous contacter**  
 Siège : 161, rue Pierre-Corneille 76300 Sotteville-Lès-Rouen - Courriel : [ihsctg76@bbox.fr](mailto:ihsctg76@bbox.fr) - Tel 09 82 40 45 19  
 Rouen : Maison du Peuple 161, rue Pierre-Corneille -76300 Sotteville-lès-Rouen - permanence les jeudis de 14h à 17h  
 Le Havre : Cercle Franklin 119, cours de la république - permanence les mercredis de 14h30 à 17h30



**Mardi 15 octobre 2019**

de 14h à 16h  
Salle mezzanine - siège de la CGT

L'Institut CGT d'histoire sociale  
a le plaisir de vous inviter à la présentation de l'ouvrage  
**La CGT en question(s).**  
Regards croisés sur 125 années  
d'un syndicalisme de transformation sociale

Sous la direction de Michel Dreyfus et Michel Pignatelli  
Éditions universitaires de Dijon, 2019, 172 pages, 18 euros.  
Ont participé à cet ouvrage : Sophie Bernot, Michel Dreyfus, David Hurel, Laure Machu, Just-Marie Pernot, Michel Pignatelli, Morgan Pignatelli.

**EN PRÉSENCE DES AUTEURS**

L'ouvrage propose une synthèse nouvelle et attendue sur l'histoire de l'organisation de référence du syndicalisme français. Les regards croisés, portés par des spécialistes reconnus et nourris des recherches les plus récentes, couvrent ses 125 années d'existence. Sensible aux différentes actualités du syndicalisme en général et de la CGT en particulier, l'ouvrage restitue les axes en perspective. L'état historique de l'organisation, de ses relations et de ses repères identitaires, de ses liens avec les autres courants sociaux-politiques, les pouvoirs publics et le patronat, de ses affiliations internationales en sont les traits durables et les évolutions notables. Par là, elle donne les clés de compréhension de plus d'un siècle de relations sociales en France.



Ouvrage disponible à l'IHS CGT et lors de l'événement.  
Inscription auprès de Stéphanie MELNIER - Tél. : 01 35 83 81 13 - courriel : ihs@cgf.fr

**Exposition**  
**MÉMOIRE OUVRIÈRE DE LA NAVALE HAVRAISE**  
EXPOSITION ANNIVERSAIRE : 20 ANS DE L'ASSOCIATION ADIAS DES ACH

18h > Vernissage de l'exposition  
19h > Projection du film «HISTOIRE D'UN CONFLIT» de Matthieu Serveau

**MERCREDI 23 OCTOBRE 2019 - 18H**  
Exposition visible jusqu'au 31 octobre  
La Forge - Entrée gratuite

Renseignements : La Forge : 02 35 13 30 09 - www.harfleur.fr - FB : laforgeharfleur  
Du lundi au vendredi de 10h à 12h30 et de 14h à 17h - fermé le lundi et le mercredi matin

**Samedi 16 novembre - 18H30**



## Voyage en Terres d'Espoir

Par l'Institut d'Histoire Sociale CGT 76,  
«Ô Petit Pestacle» et «les Voix du moulin»

### La Forge à Harfleur



S'inspirant du livre d'Edwy PLENEL « Voyage en Terre d'Espoir » et du «Maitron», avec l'aide des associations «Ô Petit Pestacle» et «Les Voix du Moulin», c'est une balade commençant en 1789 qui sera proposée, avec Crocchus Babeuf, et qui se terminera à Harfleur dans notre période contemporaine.

Ce spectacle, création originale Harfleuraise de 2019, va révéler des histoires souvent inconnues du grand-public.

On ne parle jamais de ces militants et militantes de l'égalité sans lesquels nos idéaux démocratiques et sociaux n'auraient jamais vu le jour.

Seul le «Maitron», cet immense dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et social, avec ses milliers de héros, d'héroïnes inconnu(e)s ou méconnu(e)s, donne librement accès à ces territoires oubliés. Plurielle et multiple, l'histoire sociale constitue un récit sensible, celui d'une réalité qui est la nôtre, celle de la France de notre époque, qui s'est forgée au fil des ans. C'est un immense espoir que nous proposons « à saut et à gambades » au travers de ce voyage théâtral.



18h30 : spectacle théâtral  
20h : Échanges / débats

À l'issue de cette lecture théâtralisée, un débat aura lieu animé par l'IHS Cgt 76 et auquel participeront notamment Cloude PENNETIER (Directeur du Maltron), Edwy Plenel (Écrivain, journaliste et directeur fondateur de Média-part), et des représentants syndicaux.

Prix des places 4 € - Gratuit pour les adhérents de l'IHS CGT 76  
Réservation obligatoire avant le 1er novembre par courriel [ihsct76@bbox.fr](mailto:ihsct76@bbox.fr).  
Les places seront à retirer lors des permanences du mercredi de 14h30 à 17 heures  
Cercle Franklin - 119 cours de la république au HAVRE



AÉROPORTS DE PARIS

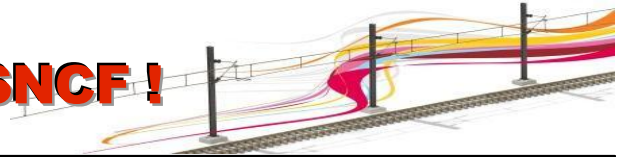


# LE RÉFÉRENDUM : PREMIÈRE ESCALE POUR LA DEMOCRATIE





# **Cheminots et Usagers mobilisés ce lundi 14 octobre pour le Service Public SNCF !**



**Près de 200 Usagers et Cheminots se sont rassemblés  
devant le Conseil Régional à Rouen, ce 14 Octobre,  
et ont exigé un autre plan de transport ferroviaire en Normandie,  
avec le Service Public SNCF !**

La CGT cheminots, avec le Comité de Vigilance Ferroviaire Normand regroupant plusieurs collectifs de défense du rail et des transports publics Normands, ainsi que des Élus locaux, se sont rassemblés nombreux devant le Conseil Régional de Normandie ce lundi 14 Octobre 2019.

L'occasion pour une délégation d'être reçue par le Président du Conseil Régional pour porter des revendications justes et légitimes :

- Ils ont rappelé que ce futur plan de transport intègre le choix de M. Morin en 2016 de reprendre la totalité des liaisons ferroviaires normandes, et les éléments d'anticipation de la Loi du mensonge votée en 2018 sur la réforme du ferroviaire, que les cheminots ont largement combattu.
- Ils ont rappelé la nécessité de développer et renforcer le service public ferroviaire en Normandie, au travers de propositions crédibles !
- Ils ont noté l'affichage de la Région et de la Direction SNCF d'un développement de 15 à 20% de l'offre ferroviaire normande, qu'ils auraient pu saluer si le diable ne s'était pas caché dans le détail !

Car le détail, c'est: *la suppression de nombreux arrêts dans les villes dites « intermédiaires » / certaines dessertes qui disparaissent ou sont menacées de fermeture à court terme. / l'allongement du temps de parcours entre Paris et Rouen de plus de 12 minutes. / les suppressions de trains sur certains axes (Caen-Le Mans-Tours) avec un transfert du rail vers la route. / les fortes inquiétudes sur la robustesse du futur plan de transport, notamment sur le "roulement" des rames matérielles, avec un matériel vieillissant et une arrivée lente des nouveaux matériels. / les questions de capacité du matériel dans les périodes de pointes / la tarification, purement régionale, donc en opposition avec celle nationale de tout le réseau SNCF, et qui ne satisfait pas aujourd'hui les usagers pour ce qui concerne notamment : les tranches kilométriques tarifaires non adaptées ; les abonnements travail hebdomadaires qui n'existent plus ; des réservations obligatoires sur les trains identifiés KRONO +, voire KRONO ; la question du remboursement appelé "G30" n'a plus l'air d'être garanti pour les usagers !*

- Ils ont rappelé aussi que ce plan de transport, même s'il venait d'être réajusté à la marge suite aux nombreuses interpellations d'usagers, d'élus et cheminots, n'était pas en adéquation avec les conclusions de l'étude « NORMANDOSCOPIE » sur les traces mobiles, produit par la SNCF pour le compte du Conseil Régional en 2017, et qui montrait des déplacements nombreux depuis des villes intermédiaires vers et depuis les métropoles.





- Ils ont aussi dénoncé la politique actuelle de la Direction SNCF, validée par le Conseil Régional, de réduire la vente des billets dans les gares, guichets et boutiques, avec comme prétexte l'évolution des usages vers le numérique, alors que la vente au guichet représentait encore près de 70% du chiffre d'affaire en 2018.
- Ils ont exigé que les Cheminots, avec de bonnes conditions de travail, soient toujours présents dans les Gares et les Trains, pour garantir la Sécurité, la Sûreté et la qualité de service que tout usager et citoyen est en droit d'attendre de la part de l'entreprise publique ferroviaire SNCF, Bien de la Nation !



- Ils ont affirmé que le transport de voyageurs et de marchandises par le fer représentait l'avenir de nos sociétés, face à l'urgence climatique et aux attentes légitimes des usagers. Et qu'il fallait mettre un terme à la volonté de mettre en concurrence les modes de transports, quand le progrès nous oblige à répondre à des logiques de complémentarité et d'intermodalités, donc sous maîtrise publique.

Cet échange avec Hervé Morin, Président de la Région Normandie, a aussi permis d'exiger le **retour des Comités de Lignes** pour que les Cheminots, avec leur Représentants du Personnels, puissent être porteurs de proposition dans l'établissement des futurs travaux sur l'aménagement ferroviaire normand.

De même, M. Morin n'a pas écarté la possibilité d'une **Convention TER qui pourrait couvrir une période de 10 ans avec la SNCF.**

Il a également affirmé que **l'ouverture à la concurrence**, serait **conditionnée à la réussite de qualité de service** de ce plan de transport **par l'entreprise publique SNCF.**

Enfin, vos représentants CGT l'ont alerté pour qu'il interpelle la Direction SNCF sur le manque réel de dialogue social avec les Organisations Syndicales, en ce moment !

Ce 14 Octobre est une journée réussie de convergence d'action entre Usagers, Citoyens et Cheminots, pour gagner le service public ferroviaire indispensable à l'aménagement du territoire normand.

Une telle initiative appelle des suites, au vu des attaques portées sur les gares, les lignes, les trains, les guichets, les infrastructures, etc... Une attaque sur les Cheminot(e)s !

**Ainsi, la CGT vous invite d'ores et déjà, à vous inscrire dans 3 initiatives nationales :**

- **Rassemblement national le Jeudi 31 Octobre, à Rungis pour aller dénoncer le scandale Fret, dont le train des primeurs Perpignan-Rungis en est l'exemple criant.**
- **Rassemblement national le Mardi 5 Novembre en Gare de Paris Nord, pour gagner l'humanisation des Gares et des Trains.**
- **Rassemblement national le Mardi 19 Novembre au siège de SNCF Réseau à St Denis, pour dénoncer la sous-traitance et exiger la ré-internalisation de la charge de travail.**



## ORGANISATIONS SYNDICALES

**J'ai le pouvoir  
de protéger  
mon activité  
syndicale.**



**Ce qui est essentiel pour nous à la Macif,  
depuis plus de 30 ans, c'est de protéger  
l'activité syndicale de nos partenaires.**

**Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais,  
c'est un engagement de tous les instants.**  
C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre  
les intérêts des salariés, la Macif est à vos côtés  
pour soutenir et sécuriser votre action militante.

**Contactez-nous : [partenariat@macif.fr](mailto:partenariat@macif.fr)**

Assurances  
Banque  
Santé  
**Essentiel pour moi**



**Les garanties et prestations sont accordées dans les conditions et limites des contrats souscrits.**

**MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE.** Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue de Pied-de-Fond 79000 Niort. Intermédiaire en opérations de Banque et en services de paiement pour le compte exclusif de Socram Banque. N° ORIAS 13005670 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr)).